

Liberté Égalité Fraternité

NON AU HARCÈLEMENT



2^d DEGRÉ: PROTOCOLE DE PRISE EN CHARGE

RÉVÉLATION DE LA SITUATION

Par qui ?

Par l'élève victime ou témoin, la famille, un élève ambassadeur Phare ou un adulte de l'établissement

Comment ?

- Au sein de l'établissement : auprès du chef d'établissement, du coordonnateur harcèlement ou de l'équipe ressource Phare
- ✓ Via un canal de signalement extérieur à l'établissement (3018, ligne académique, courrier, etc.): relais auprès du chef d'établissement par le référent harcèlement départemental

→ Que faire ?

- Accueil de l'élève victime : écouter (ressentis et faits), assurer de la prise en charge de la situation par les adultes de l'établissement
- Mise en place de mesures de protection : mobiliser les élèves ambassadeurs, renforcer la vigilance de toute la communauté, nommer un adulte référent, mobiliser les élèves proches de la victime
- Échanges avec les parents de l'élève victime: informer, soutenir, assurer de la protection de leur enfant
- ✓ Information des parents des élèves impliqués dans la situation, notamment de leurs moyens d'action auprès du 3018 en cas de cyberharcèlement.

PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION

En cas de harcèlement ou de cyberharcèlement

Mise en place de la **procédure harcèlement** par l'équipe de direction

- **✓** Signalement de la situation :
 - dans Faits établissement (niveau 2)
 - au procureur de la République en cas de harcèlement grave et persistant (article 40 du Code de procédure pénale)
- ✓ Mesures de traitement immédiat de la situation :
 - Rencontres avec l'élève victime, le ou les témoins, le ou les auteurs, les familles des élèves concernés
 - Mesures de protection de l'élève ou des élèves victimes
 - Mesures conservatoires

- Changement d'établissement de l'élève auteur en cas de risque caractérisé pour la sécurité ou la santé des autres élèves
- **Sanctions** disciplinaires
- Accompagnement et suivi à long terme des élèves concernés par l'ensemble des équipes
- Mise en place d'actions spécifiques auprès des classes concernées, voire de l'établissement entier
- Suivi dans le temps de la situation : un élève victime de harcèlement peut être fragilisé plusieurs mois ou années après les faits.



Une journalisation des faits par le chef d'établissement ou le coordonnateur harcèlement permettra une traçabilité et un suivi de toutes les actions entreprises jusqu'à la résolution de la situation.